

Europe : Comprendre, proposer et militer

Contribution présentée par Maxance Barré (AF 86), Sandrine Bernard (SBN 94), Hervé Challeil (AF 63), Arthur Clouzeau (CCR Poitou-Charentes), Astrid Desbuquois (SBN), Jérémy Gaultier (AF 56), Hugo Gouysse (AF 22), Florent Guitton (BN 63), Cyril Jayet (CNA 92), Thomas Karsenti (AF 49), Guillaume Klein (AF 30), Jimmy Le Got (AF 72), Annaïg Le Moël (SBN 56), David Leroux (CNA 22), Guillaume Macher (suppléant CNA 75), Remy Oddou (AF 05), Stéphane Séjourné (SBN), Maxime Taillebois (AF 94), Vincent Taisserre (BN 30).

Il y a tout juste un an, le candidat Nicolas Sarkozy insistait longuement sur sa volonté d'agir, d'être l'homme de la rupture et du changement, celui qui engagerait courageusement les réformes dont a besoin notre pays. Un an après son élection, prenant au mot celui qui a toujours souhaité qu'on le juge sur ses résultats, notre organisation doit s'interroger sur ce qu'il reste des promesses tenues en campagne. Force est de constater que l'enthousiasme attaché à l'état de « grâce » a laissé place à une impopularité grandissante du président. Elle tient au sentiment partagé que la méthode employée pour répondre aux attentes des Français est inefficace. La politique qu'il mène se révèle être un échec concernant la résolution des problèmes économiques, écologiques et sociaux. Quelques jours après fêter la journée de l'Europe, dirigera également l'Europe des 27 en juillet.

Dans cette situation d'incertitude notre priorité doit être à l'évidence celle de la clarté de nos objectifs et de notre stratégie. Plus que jamais, les socialistes doivent s'interroger sur ce qu'ils veulent et le définir sur le fond. Soyons convaincus qu'il n'y aura d'alliances possibles pour les prochains combats, et parmi nous de réconciliation éventuelle entre les différents courants, qu'en fonction d'une redéfinition de notre méthode et de notre projet. Elle doit nous permettre de surmonter l'ensemble des erreurs et des divisions qui nous ont rendus peu crédible aux yeux des Français et des Européens.

Nous sommes la génération européenne. A un an des élections européennes c'est à la réflexion des jeunes socialistes français, sur le plan international que nous avons voulu contribuer.

Analyser la dimension mondiale de notre engagement

La situation mondiale se caractérise aujourd'hui par une faiblesse des régulations politiques. La fin du monde bipolaire n'a pas permis de mettre un terme aux conflits mondiaux et de « toucher les dividendes de la paix ». Après la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'URSS, tous les espoirs d'un nouvel ordre mondial reposaient sur l'Organisation des Nations Unies. Cependant, elle s'est révélée incapable de fédérer les grandes puissances.

Parallèlement, le capitalisme financier aggrave la situation économique mondiale. Les politiques économiques ont été incapables d'apporter une stabilité comme on peut le voir avec la crise alimentaire. Les écarts continuent de se creuser entre pays développés et pays en voie de développement.

La démocratie est encore minoritaire dans certaines régions du monde dominées par des dictatures. Quand le marché a permis le développement économique d'un pays, celui-ci ne s'est pas toujours accompagné d'extension des libertés publiques et d'évolutions démocratiques. Nous devons porter, partout dans le monde, cette exigence de liberté et de progrès qui caractérisent notre idéal politique. Nos marges de manœuvre sont limitées mais

notre volontarisme reste intacte. Les forces démocratiques et progressistes de ces pays, qu'elles soient politiques, syndicales ou associatives doivent nous permettre d'engager un dialogue constructif. Il serait dès lors primordial qu' Ecosy et l'IUSY s'engagent dans un programme de soutien à ces forces. Organisons une véritable coopération avec ces organisations dans la cadre d'une internationalisation de nos combats politiques. Nous souhaitons promouvoir de nouvelles régulations mondiales car seule L'Union Européenne, première puissance commerciale, nous donnera le poids pour imposer un nouveau cours à la mondialisation.

Militer en Européen convaincu

Le 21ème siècle s'annonce comme celui de l'émergence d'un monde multipolaire, de l'approfondissement de la mondialisation de l'économie, du développement de géants comme la Chine et l'Inde et de tensions dans de nombreuses régions du monde. En Europe la construction européenne a déjà permis d'assurer la paix et a offert un cadre d'unification. Il revient à notre génération de porter haut les valeurs de l'Union, d'en faire un levier politique en faveur du respect de la dignité humaine, de la justice sociale, de la démocratie et des libertés.

À gauche, partisans du oui et du non au traité constitutionnel se sont affrontés en 2005 avec un mot d'ordre identique, approfondir la construction Européenne, faire de l'Union Européenne une entité politique fédérale dotée également d'un traité social. A un an des élections européennes l'affrontement fratricide est maintenant derrière nous, qu'on soit ou non partisan du dernier traité, une chose est certaine : son insuffisance. C'est donc à l'élaboration d'un projet pour l'Europe que nous devons nous consacrer. Un projet qui doit permettre de démocratiser l'Union Européenne et de bâtir une Europe sociale à travers un salaire minimum européen, la convergence fiscale, le développement des services publics européens ou encore une politique de création d'emploi.

L'Union Européenne souffre d'institutions peu transparentes, d'absence de politique sociale, mais aussi de l'absence d'une dynamique européenne. C'est dans cette dynamique que nous souhaiterions que notre organisation s'inscrive. Lors de l'élaboration du programme socialiste pour l'élection présidentielle, le MJS avaient fait 12 propositions pour la jeunesse. Nous proposons ainsi de lancer une initiative semblable à l'échelle de toute la jeunesse européenne de gauche. A travers ECOSY, on pourrait ainsi élaborer 10 propositions à soumettre aux socialistes européens. Ces élections seraient ainsi l'occasion de lancer une véritable campagne européenne, avec des mêmes tracts diffusés dans les 27 pays et dans toutes les langues de l'Union. Nous avançons dès maintenant quelques propositions :

- L'établissement des critères en termes de pouvoir d'achat afin de fixer un **salaire minimum européen**.
- **Le changement des élections au parlement européen** pour qu'elles se fassent non plus par pays mais sur des listes paneuropéennes comprenant des personnalités issues de tous les pays de l'Union.
- **Le renforcement des pouvoirs du parlement européen** en lui confiant l'élection du président de la commission européenne parmi ses membres.

Dira-t-on qu'il est trop difficile de s'entendre dans la jeunesse européenne de gauche ? L'Union est par essence une construction pluraliste, renoncer à ce type d'initiatives c'est d'une certaine manière, renoncer à l'Union. Si nous devons ainsi mettre en place des campagnes européennes, il est urgent de contribuer à développer une réflexion européenne sur les nouveaux modes de régulation économique internationaux.

Clarifier nos fondamentaux pour être utile à la construction européenne

Tendre inlassablement la main à nos partenaires européens est une nécessité que les socialistes ont comprise très tôt. Parce que la solidarité est au cœur de notre projet politique, nous savons en effet que le bien-être de chacun dépend un minimum de tous. Or, la solidarité recule dans la plupart des Etats européens. Il ne pouvait pas en être autrement alors que l'idéologie politique de Nicolas Sarkozy est fondée sur l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement des plus pauvres. C'est le sens des réformes du gouvernement Fillon sur la fiscalité, la réorganisation du marché du travail ou la dépénalisation du droit des affaires.

Si la recherche d'un nouvel équilibre économique dans l'Union européenne est indispensable, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur une réflexion commune en ce qui concerne un « socialisme de redistribution » à l'échelle européenne. Il s'agit d'abord de rendre le système redistributif plus efficace dans chacun de nos Etats afin de réduire les inégalités qui se creusent au sein de nos sociétés. Nous devons miser sur les exclus et les classes moyennes et populaires. Les Etats ont toute leur place dans cette mise en œuvre. Il s'agit donc de penser un système redistributif au niveau européen. Les compétences de l'Union sont de plus en plus nombreuses et tendent à avoir un impact direct sur la vie de tous les citoyens européens. C'est pourquoi l'Europe de demain ne peut se concevoir sans un niveau de protection sociale satisfaisante, sans des mécanismes de redistribution qui constitueront la juste contrepartie **d'un impôt européen** que nous appelons de nos vœux.

En nous employant très tôt à dénoncer le contenu du paquet fiscal et à porter des contre-propositions pour soutenir le pouvoir d'achat, nous avons posé les bases pour confronter nos points de vue avec la droite au sujet de sa politique économique. Insistons toujours sur l'idée qu'une telle politique n'offre aucun progrès social véritable. Face aux mutations profondes du capitalisme et aux déséquilibres économiques qui en découlent, elle nous donne la preuve qu'elle est fondée sur une erreur de diagnostic concernant le mal dont souffre l'économie française. De plus, en voulant régler le problème en France, le président et son gouvernement s'interdisent de le combattre là où il faudrait, c'est-à-dire au niveau mondial et en usant de l'énorme puissance qu'est l'Europe.

Pour nous, socialistes qui assumons le choix d'agir dans le cadre d'une économie de marché, il y a la place aujourd'hui pour l'élaboration d'une ligne économique différente que nous devons défendre à l'échelle européenne. Nos prochains rendez-vous avec l'Europe seront donc décisifs dans la redéfinition de notre projet. Nous pourrions proposer que soit mené un travail de réflexion avec nos partenaires européens sur l'idée d'un « socialisme de la production ». Autour de cette idée s'ouvriraient trois grands chantiers avec pour objectif de définir des propositions sur :

- **le développement de la démocratie sociale** : comment assurer aux salariés et aux syndicats un poids plus important dans les décisions des entreprises? Comment rénover le dialogue social ?
- **la régulation des licenciements économiques** : comment combattre les fermetures abusives? comment maintenir l'activité? comment traiter les conséquences des licenciements?
- **La création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement**, car la protection de l'environnement ne doit pas être une simple réparation, c'est bien le cœur des pratiques économiques qui doit être transformés.

Corollaire de notre vision économique, la cohésion sociale, basée sur les principes d'égalité et de solidarité, doit avoir pour objectif premier la réduction des inégalités. Celles-ci s'amplifient à chaque extrémité de la vie et se sont creusées encore plus avec les réformes de notre gouvernement. Deux enjeux majeurs concernent tous les pays européens sans soutien des États et sans harmonisation entre ces derniers :

- En proposant le **service public de la petite enfance**, les socialistes européens (pétition du PSE) ne laissent pas les seules collectivités assumer cette responsabilité. Il permet de réduire les inégalités dès le premier âge et de promouvoir le choix entre les différents modes de garde.
- La prise en charge des personnes dépendantes, à l'heure du délitement du lien social et de l'individualisme, **mérite un chantier sanitaire et sociale** d'envergure, notamment en ce qui concerne la mutualisation des pratiques. Le financement des dispositifs de maintien à domicile n'est pas pérennisé. **L'accès aux soins doit se généraliser** dans les différents états de l'Union, notamment en milieu rural.

Aujourd'hui, nous, jeunes socialistes devons voir l'Europe comme une chance et non plus comme un objet de discorde. Ce modèle européen doit nous rassembler mais également réunir autour de nous, porteur d'un projet pour une grande Europe portée résolument vers l'avenir. Proposer un projet aujourd'hui, pour construire l'Europe de demain, tel est l'objectif que le Mouvement des Jeunes Socialistes doit se fixer.

La présidence française ne doit pas être un rendez vous manqué. Malgré un manque de crédibilité dû aux errances de la diplomatie française, elle doit être un rendez vous fort au cours duquel les socialistes français profiteront pour envoyer un message à leurs camarades européens. Après une victoire mitigée en Espagne, et trois lourdes défaites en France, en Italie et en Angleterre, le socialisme européen se trouve en difficulté. C'est pourquoi, le rendez vous des élections au Parlement Européen de 2009 doit servir de tremplin au socialisme européen par l'avènement d'un projet progressiste, économique, démocratique et social.

A nous, jeunes socialistes de contribuer à la construction européenne et de réaliser le rêve des générations d'après-guerre. En 2009, nous ne pourrons pas nous situer à la marge des élections au Parlement Européen. C'est pourquoi dès aujourd'hui proposons sur le fond et militons en lançant des campagnes d'adhésion fédératrices afin que notre génération soit porteuse d'une nouvelle dynamique européenne.